

Article 31 du Règlement

président du groupe Canam Manac, M. Marcel Dutil, a affirmé et je le cite: «Si c'est oui, on tournera la page et on continuera. On est tous des Québécois, on est tous des nationalistes, on a tous des opinions différentes et le lendemain du référendum, on restera au Québec.»

Le discours de M. Dutil tranche franchement avec les propos inexcusables et méprisants à l'endroit des Québécois de messieurs Beaudoin et Garcia.

Ce vent de bon sens du patronat québécois pour le non ne semble pas toucher M. Dufour, président du CPQ. Commentant le retrait d'Hydro-Québec de son organisme, il a proféré des menaces voilées à l'endroit de M. Martineau, et je le cite: «Il va les chercher, ses amis, désormais» fin de la citation. Ce genre d'insinuations doit cesser et M. Dufour aurait bien des choses à apprendre de M. Dutil sur le respect des Québécois et de la démocratie.

* * *

ALLIANCE QUÉBEC

M. Stephen Harper (Calgary—Ouest, Réf.): Monsieur le Président, avant la révolution tranquille, certains au Québec disaient: «Taisez-vous, restez là, parlez anglais». On n'entend plus ces propos au Québec maintenant, mais, grâce à Alliance Québec, on peut l'entendre en Alberta. À Calgary hier, Alliance Québec a déclaré que les réformistes ne doivent pas parler pendant le référendum.

Les Albertains comprennent qu'Alliance Québec est un organisme sans appui populaire, une façade financée par le gouvernement fédéral qui alimente les malentendus entre les francophones et les anglophones, au Québec et ailleurs, pour des fins partisanes.

Le message réformiste qu'Alliance Québec ne veut pas qu'on entende, c'est que le non est un non à la séparation, et un non au statu quo est un non aux subventions aux groupes comme Alliance Québec.

Si Alliance Québec veut vraiment un non au référendum, il devrait se taire et rester en Alberta où il pourrait parler anglais toute la journée comme avant la révolution tranquille.

* * *

LE PARTAGE DE LA DETTE NATIONALE

M. Robert Bertrand (Pontiac—Gatineau—Labelle, Lib.): Monsieur le Président, le ministre péquiste des Finances vient d'envoyer un message troublant aux Québécois et aux Québécoises au sujet de la dette d'un Québec indépendant.

Plûtôt que de se présenter et d'agir comme un administrateur sérieux et responsable, le grand argentier du gouvernement péquiste décide de rajouter à l'incertitude entourant les déclarations du chef bloquiste, en déclarant, et je le cite: «Quand M.

Martin dit qu'il n'y a pas moyen de négocier, est-ce qu'il veut dire qu'il va prendre tout le fardeau de la dette?»

Doit-on comprendre des propos du ministre qu'un gouvernement péquiste peut décider de ne plus payer ses dettes, mais par contre exiger de ses citoyens qu'ils continuent de payer toutes leurs taxes et leurs impôts? Est-ce que ce sera là la nouvelle justice fiscale dans un Québec indépendant?

* * *

LE PARTAGE DE LA DETTE NATIONALE

M. Ted McWhinney (Vancouver Quadra, Lib.): Monsieur le Président, dans son discours du budget, le ministre des Finances du gouvernement péquiste a annoncé qu'il déclarait la guerre aux «délinquants» du système fiscal, et je le cite: «Avant d'envisager de hausser le fardeau fiscal des contribuables, nous devons nous assurer que tout le monde paie son dû à l'état».

C'est ce même ministre qui déclarait le 8 février dernier, à propos du partage de la dette canadienne advenant l'indépendance du Québec, et je le cite: «Ce n'est pas notre dette, c'est celle du Canada». Hier il laissait entendre lors d'une conférence devant des étudiants, qu'un Québec séparé pourrait ne pas payer sa part de la dette.

Quelle confiance les Québécois et les Québécoises peuvent-ils avoir dans un ministre des Finances qui dit publiquement aux contribuables: «Faites ce que je vous dis, ne faites pas ce que je fais». Le 30 octobre, ce sera non à ce double langage.

* * *

• (1115)

[Traduction]

LE SOMMET MONDIAL POUR LES ENFANTS

M. Mac Harb (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui marque le cinquième anniversaire du Sommet mondial pour les enfants. Sous la direction du Canada, 70 pays se sont engagés d'ici l'an 2000 à enrayer l'analphabétisme, à réduire de moitié la malnutrition et à faire en sorte que de l'eau potable soit accessible à tous les gens de la terre.

Cette année, l'UNICEF signale que, grâce au Sommet, quatre millions d'enfants du tiers monde non seulement survivront, mais deviendront aussi des membres productifs de la société. Cependant, il faut faire davantage, puisqu'il est toujours probable que 13 millions d'enfants mourront chaque année, faute de soins de santé de base et d'eau propre à la consommation.

Je prends la parole aujourd'hui pour saluer l'excellent travail de RESULTS Canada, qui continue de promouvoir les idéaux du Sommet. En tant que gouvernement, nous devons poursuivre nos efforts pour veiller à ce que les besoins fondamentaux de tous les enfants du monde soient satisfaits d'ici l'an 2000.